******Modèles d'analyse des facteurs favorables – projet de document

Mis à jour : Novembre 2021

**TABLE DES MATIÈRES**

[EXAMEN INITIAL 3](#_Toc88682450)

[NOTE À L’INTENTION DU LECTEUR 3](#_Toc88682451)

[MODÈLE D’EXAMEN INITIAL 6](#_Toc88682452)

[LISTE DE CONTRÔLE DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS 19](#_Toc88682453)

[ANALYSE CONTEXTUALISÉE DES FACTEURS FAVORABLES 21](#_Toc88682454)

[NOTE AU LECTEUR 21](#_Toc88682455)

[1. RÉSULTATS STRATÉGIQUES 22](#_Toc88682456)

[2. RÉCAPITULATIF DE L'ANALYSE DES FACTEURS FAVORABLES 23](#_Toc88682457)

[3. CLASSIFICATION DES PRIORITÉS 26](#_Toc88682458)

# **EXAMEN INITIAL**

## NOTE À L’INTENTION DU LECTEUR

**Objet**

Il s'agit du premier exercice de l'analyse des facteurs favorables, dont l'objectif est de susciter des discussions fructueuses sur les problèmes fondamentaux qu'un pays pourrait rencontrer en examinant les facteurs favorables à la transformation des systèmes. À ce stade, l'équipe de travail est invitée à se réunir (en personne ou virtuellement) pour répondre à un certain nombre de questions normalisées (Oui/Non), et à recueillir les éléments de preuves qui étayeraient les réponses. Pour des instructions détaillées, veuillez vous référer au [Guide d'analyse des prérequis des financements pour la transformation des systèmes](https://www.globalpartnership.org/fr/content/guide-danalyse-des-prerequis-des-financements-pour-la-transformation-des-systemes).

Le Secrétariat du GPE sera disponible pour répondre aux questions et soutenir l'équipe de travail si nécessaire.

|  |  |
| --- | --- |
| En quoi consiste l’examen initial | En quoi ne consiste pas l’examen initial  |
| Ce questionnaire passe en revue les éléments de base d'un système éducatif fonctionnel. L'équipe est invitée à y réfléchir, à signaler les insuffisances éventuelles et à se rendre compte des fondations solides. Il s’agit d’établir une base pour identifier, plus tard dans le processus, le soutien spécifique à apporter par le biais du Pacte de partenariat. Cette étape vise à :* repérer, dès le début du processus, les domaines requérant une attention particulière et les atouts sur lesquels miser.
* collecter des éléments concrets pour alimenter le dialogue sectoriel à un stade ultérieur.
 | Cet exercice n’exige pas une justification des réponses. Le nombre de réponses comportant oui ou non n'influencera pas les étapes suivantes.Une analyse qualitative approfondie n’est pas nécessaire dans cette étape qui se veut simple et rapide.  |

**Comment remplir le modèle d'examen initial**

Veuillez répondre **OUI ou NON** à chaque question.

Si vous répondez OUI, **veuillez** **brièvement justifier** votre réponse. Si vous répondez NON, veuillez décrire les efforts récents et/ou en cours, le cas échéant, pour résoudre ce problème (200 mots maximum).

* Répondre **OUI** à l'une des questions indique que les conditions favorables de base à la transformation du système évaluées sont en place. Cependant, l'analyse menée dans le cadre du dialogue sectoriel de l'étape 2 peut révéler des problèmes sous-jacents empêchant des progrès significatifs et durables. Ils devront être alors abordés lors des discussions autour du pacte, et éventuellement traités par le biais d’un financement incitatif du GPE.
* Répondre **NON** à l'une des questions indique que l'une des conditions favorables de base à la transformation du système n'est pas en place. Cet élément devra alors probablement être abordé lors des discussions autour du pacte et éventuellement traité par le biais d'un financement incitatif du GPE. Cependant, l'analyse menée dans le cadre de l'étape 2 peut révéler des circonstances atténuantes indiquant que la performance dans le domaine du facteur favorable est adéquate compte tenu du contexte local et/ou n'empêche pas, en soi, des progrès significatifs et durables.
* **N/A** - Si la question ne s’applique pas au contexte de votre pays ou que vous y avez répondu lors d’une question précédente, vous pouvez écrire N/A dans la case de réponse correspondante et formuler une explication.

**Pour compléter l'examen initial :**

1. Pour chaque question, rassemblez les documents justifiant votre réponse.
2. Renommez toutes les pièces justificatives en appliquant la convention d’appellation suggérée ci-dessous.
3. Utilisez la liste de contrôle finale pour vous assurer que vous avez inclus tous les documents à l’appui.

**CONVENTION D'APPELLATION**

 [Question #] + [Pays] + [Mot clé] + [Année].

**Exemple :** 1 Rapport statistique du Zimbabwe 2019 ; 2 Données sur l’apprentissage du Zimbabwe 2020 ; etc.

L'examen initial et les documents d'appui (ainsi que la matrice de financement des dépenses publiques) sont partagés avec le Secrétariat, qui pourra apporter son soutien à la finalisation du dossier, si nécessaire. Une fois le dossier complété, les documents seront considérés comme prêts à être partagés avec le Groupe consultatif technique indépendant.

## MODÈLE D’EXAMEN INITIAL

**[NOM DU PAYS]**

|  |
| --- |
| **DONNÉES ET ÉLÉMENTS FACTUELS** |
| 1. **Un rapport statistique annuel a-t-il été produit au cours des deux dernières années ?**

Cette question permet d’évaluer la capacité du/des ministère(s) de l'Éducation à collecter, traiter et diffuser des statistiques éducatives sur la participation et les trajectoires des élèves, les écoles, l'environnement d'apprentissage et les enseignants, etc. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir un ou plusieurs exemplaires d'un annuaire statistique récent (ne datant pas de plus de deux ans) ou toute publication statistique analogue, telle que des bulletins statistiques, des dépliants, des brochures ou tout **rapport statistique** téléchargé à partir du système d’information pour la gestion de l'éducation. | **Si NON :** Veuillez fournir tout document sectoriel ou programmatique décrivant les plans ou les interventions en cours pour remédier à ce problème - si disponible. |
| 1. **Des données sur l’évaluation de l'apprentissage à grande échelle, représentatives au niveau national et couvrant les résultats scolaires de l'éducation de base ont-elles été produites au cours des trois dernières années ?**

Cette question permet d’évaluer la capacité du/des ministère(s) de l'Éducation à produire des données permettant de suivre les résultats d'apprentissage dans tout le pays. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir une (des) copie(s) des résultats récapitulatifs des ensembles de données sur l’apprentissage, du (des) rapport(s) d'évaluation à grande échelle et/ou des documents justificatifs analysant les **données sur l’apprentissage** ne datant pas de plus de trois ans. Si différentes matières ou niveaux scolaires sont couverts, vous pouvez fournir plusieurs rapports.  | **Si NON :** Veuillez fournir tout document sectoriel ou programmatique décrivant les plans ou les interventions en cours pour remédier à ce problème - si disponible. |
| 1. **Les données administratives et d'apprentissage disponibles sont-elles ventilées par sexe ?**

 Cette question permet d’évaluer la capacité du/des ministère(s) de l'Éducation à produire des données désagrégées par sexe pour analyser les difficultés spécifiques auxquels les garçons et les filles peuvent être confrontés. La question se réfère à l'annuaire statistique et aux données d'apprentissage identifiés dans les questions 1) et 2) ci-dessus. Même si aucun annuaire statistique ou aucune donnée d'apprentissage n'est disponible, veuillez décrire les efforts récents et/ou en cours, le cas échéant, pour remédier à ce problème. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir les deux recensements scolaires les plus récents disponibles ou tout autre document justificatif indiquant que les **données administratives et d'apprentissage** sont ventilées par sexe. Il peut s'agir du questionnaire utilisé pour le recensement scolaire ou rempli par les élèves lors d'évaluations de l'apprentissage ou de rapports de données **ventilés par sexe**. | **Si NON :** Veuillez fournir tout document sectoriel ou programmatique décrivant les plans ou les interventions en cours pour remédier à ce problème - si disponible. |
| 1. **Des statistiques pertinentes sur l'éducation, ventilées par situation de handicap, ont-elles été communiquées au cours des trois dernières années ?**

Cette question vérifie si le(s) ministère(s) de l'Éducation et ses (leurs) partenaires collectent des données sur la situation de handicap, et désagrègent les statistiques telles que les taux de scolarisation et d'achèvement, le taux d'enfants non scolarisés et/ou les résultats d'apprentissage de base par situation de handicap.  | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir le(s) rapport(s) comprenant des statistiques sur l'éducation ventilées par **situation de handicap** ne datant pas de plus de trois ans, ou l'instrument utilisé pour recueillir les données.  | **Si NON :** Veuillez fournir tout document sectoriel ou programmatique décrivant les plans ou les interventions en cours pour remédier à ce problème - si disponible. |
| 1. **Des évaluations de performance ou des diagnostics de système à l'échelle du secteur ont-ils été réalisés récemment, à partir de données ne datant pas de plus de trois ans ?**

Cette question permet de vérifier si le(s) ministère(s) de l'Éducation et ses (leurs) partenaires produisent ou commandent régulièrement des diagnostics sur les points de blocage spécifiques du système et des évaluations de performance à l'échelle du secteur, comme des analyses sectorielles de l'éducation, des évaluations sur la mise en œuvre du plan sectoriel de l'éducation, etc. Veuillez noter qu'un diagnostic va au-delà des données descriptives et de l'analyse des performances. Il examine les causes et les raisons des dysfonctionnements identifiés (le diagnostic sert à comprendre le « pourquoi » des points de blocage).  | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir une copie de l'analyse sectorielle de l'éducation la plus récente ou des rapports à mi-parcours du plan sectoriel de l'éducation et/ou des évaluations (ou alternativement, des rapports de performance du système), et/ou des **diagnostics du système**, publiés au cours des 3 dernières années. | **Si NON :** Veuillez fournir les preuves indiquant la planification d’une analyse sectorielle de l'éducation et/ou d’un diagnostic du système - si disponible. |
| 1. **Une analyse ou un diagnostic de la question du genre a-t-il été entrepris au niveau macro ou sectoriel au cours des trois dernières années ?**

Cette question permet de déterminer si la problématique du genre - y compris les normes sociales néfastes – est correctement intégrée dans la base de données probantes. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir une copie de l'**analyse de la problématique de genre** et/ou du (des) diagnostic(s) du système récemment effectués, publiés au cours des trois dernières années au niveau sectoriel ou macro. Des rapports sur des questions spécifiques (par exemple, la violence basée sur le genre, l'impact des normes sociales et culturelles sur les résultats scolaires, etc.) peuvent être inclus.  | **Si NON :** Veuillez fournir les preuves indiquant la planification d’une analyse et/ou d’un diagnostic de la problématique de genre - si disponible. |

|  |
| --- |
| **PLANIFICATION, POLITIQUE ET SUIVI SECTORIELS INTÉGRANT LA NOTION DE GENRE**  |
| 1. **Le pays applique-t-il un cadre législatif garantissant 12 années d'enseignement primaire et secondaire de qualité, public et gratuit, dont au moins neuf années sont obligatoires ? Le pays assure-t-il au moins une année d'enseignement préscolaire de qualité, gratuit et obligatoire pour tous les enfants, sans aucune discrimination ?**

Cette question permet d’évaluer si une loi garantissant le droit à l'éducation conformément à la Déclaration d'Incheon et au Cadre d'action pour la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable 4 a été adoptée par le pays. Il s'agit notamment de garantir le droit à l'éducation, conformément aux cadres de droits internationaux pertinents, pour les groupes marginalisés tels que les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et les minorités ethniques. Les cadres de droits pertinents comprennent la Convention relative aux droits de l'enfant, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention et le Protocole relatifs au statut des réfugiés, la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans l'enseignement et la Convention relative aux droits des personnes handicapées. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum].  |
| **Si OUI :** Veuillez fournir une copie du **cadre législatif** ou de tout autre document (tel que le plan sectoriel de l'éducation) en vigueur décrivant les droits légaux à l'éducation pour tous les enfants, et du **plan sectoriel de l'éducation** ou du plan de transition de l’éducation en vigueur, et/ou de tout autre cadre politique en vigueur indiquant la manière dont les activités et la politique se rapportent au cadre légal autour du droit à l'éducation.  | **Si NON :** Veuillez fournir les preuves se rapportant à l’élaboration en cours d'un cadre législatif pertinent, ou à la planification de l’élaboration d’un tel cadre - si disponible. |
| 1. **a. Un cadre politique ou un plan sectoriel de l’éducation endossé par le gouvernement est-il en vigueur ?**

 Cette question permet d’évaluer si un cadre politique stratégique, élaboré sous la responsabilité du gouvernement est disponible, permettant de disposer d’une vision à moyen et long terme pour le système éducatif du pays. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir une copie du **plan sectoriel de l’éducation** ou du plan de transition de l’éducation en vigueur, et/ou de tout autre cadre politique décrivant les priorités politiques et les résultats associés pour le secteur à moyen et long terme.  | **Si NON :** Veuillez fournir les éléments concrets indiquant l’élaboration en cours de planification d'un plan sectoriel de l'éducation et/ou d'une stratégie sectorielle - si disponible.  |
| 1. **b. Si la réponse à la Q8.a est OUI, le cadre politique ou le plan sectoriel de l’éducation propose-t-il des stratégies pour lutter contre les inégalités de genre ?**

Cette question vise à évaluer si des stratégies sectorielles sont en place pour lutter contre les disparités et les inégalités en termes d’éducation entre les sexes. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez mettre en évidence les références aux **stratégies d’égalité des genres** dans le plan sectoriel de l’éducation ou le plan de transition de l'éducation en vigueur, et/ou tout autre cadre politique décrivant les priorités en matière d'égalité des genres pour le secteur. Une stratégie distincte en matière d'égalité des sexes peut être incluse ici si elle existe.  | **Si NON :** Veuillez fournir les preuves de la planification d’une mise à jour du plan sectoriel de l’éducation et/ou de la stratégie sectorielle en vue d’inclure des stratégies de promotion de l'égalité des sexes. Sinon, veuillez apporter des preuves de l’élaboration en cours de planification d'une telle stratégie ou en faveur de l'éducation des filles - si disponible.  |
| 1. **c. Le pays dispose-t-il de plans de préparation pour i) maintenir la prestation des services éducatifs de base en cas de crises, telles que les catastrophes naturelles ou les urgences sanitaires ; et ii) adapter le système éducatif aux changements à plus long terme, tels que le changement climatique ?**

Cette question vise à évaluer si des plans sont en place dans le secteur de l'éducation pour se préparer, répondre et se remettre des situations de crises et des contextes changeants. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez mettre en évidence les **stratégies de préparation** pour le secteur dans le plan sectoriel de l'éducation/le plan de transition de l'éducation en vigueur, et/ou tout autre cadre politique. Si des stratégies distinctes existent, elles peuvent être incluses. | **Si NON :** Veuillez fournir la preuve de la planification d’une mise à jour du plan sectoriel de l'éducation et/ou de la stratégie sectorielle en vue d’inclure des stratégies de préparation. Sinon, veuillez fournir des preuves de l’élaboration prévue des plans ou des stratégies distincts de préparation – si disponible.  |
| 1. **Existe-t-il un instrument de planification opérationnelle en vigueur ?**

Cette question permet d’évaluer si les priorités politiques du secteur sont opérationnalisées en un ensemble cohérent d'activités pour une période spécifique, assorti d’informations sur le calendrier, les rôles, les responsabilités et les coûts. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir une copie du **plan opérationnel** pour le secteur de l'éducation. | **Si NON :** Veuillez fournir la preuve que l’élaboration d'un instrument de planification opérationnelle est envisagé – si disponible. |
| 1. **Existe-t-il des projections financières sectorielles qui couvrent la durée du plan opérationnel ?**

Cette question permet d’évaluer si le(s) ministère(s) de l'Éducation et ses (leurs) partenaires produisent des projections financières et de ressources pour informer la planification opérationnelle, les allocations sectorielles et la programmation budgétaire. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir une copie du modèle de simulation financière ou de tout autre document de **projection financière** qui prévoit les coûts et les besoins en ressources du secteur pour la durée du plan opérationnel (par exemple, les cadres de dépenses à moyen terme). | **Si NON :** Veuillez fournir la preuve de la planification d’un exercice d'évaluation des coûts projetés pour informer les processus de planification sectorielle et l'allocation des ressources/programmation budgétaire – si disponible. |
| 1. **Le rapport sur les performances sectorielles est-il annuel ?**

Cette question permet d’évaluer si le(s) ministère(s) de l'Éducation et ses (leurs) partenaires mesurent régulièrement les progrès et les performances dans la mise en œuvre du plan sectoriel de l’éducation ou du cadre politique et/ou des plans opérationnels en utilisant des données et des éléments factuels. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir une ou des copies des documents de revue sectorielle conjointe et des rapports annuels de mise en œuvre du plan sectoriel de l'éducation ou des documents de **suivi** équivalents des trois dernières années. | **Si NON :** Veuillez fournir des preuves que des mesures sont prises pour mener une revue annuelle des progrès dans le secteur et/ou de la mise en œuvre du plan sectoriel – le cas échéant. |

|  |
| --- |
| **COORDINATION SECTORIELLE**  |
| **DIALOGUE SECTORIEL INCLUSIF ET ACTION COORDONNÉE** |
| 1. **a. Un mécanisme est-il en place pour la coordination des parties prenantes du secteur de l'éducation ?**

Cette question permet d'évaluer si un organe de coordination multipartite existe et s’il offre la possibilité aux parties prenantes de l'éducation de s'engager dans un dialogue sectoriel. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir **les termes de référence du groupe local des partenaires de l’éducation** (ou du groupe de coordination multipartite équivalent) ou tout autre document pertinent démontrant l'existence d'un mécanisme de coordination sectoriel. | **Si NON :** Veuillez fournir des preuves que des mesures sont prises pour établir un mécanisme de coordination multipartite – le cas échéant. |
| **12. b. Si la réponse à la Q12.a est OUI, le mécanisme de coordination sectorielle inclut-il toutes les parties prenantes de l'éducation ? Plus précisément, les organisations de la société civile nationale et les organisations d'enseignants sont-elles des partenaires actifs du dialogue sectoriel ?**Cette question permet d’évaluer si le mécanisme de coordination sectoriel inclut toutes les parties prenantes de l'éducation, notamment les gouvernements nationaux, les bailleurs de fonds, la société civile nationale, les enseignants, la philanthropie et le secteur privé. Dans les pays touchés par une crise, il convient également d’inclure les représentants des mécanismes de coordination humanitaire de l'éducation. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir une copie des deux derniers procès-verbaux des réunions de coordination sectorielle (groupe local des partenaires de l’éducation ou groupe de coordination multipartite équivalent) **indiquant les participants** au groupe local des partenaires de l’éducation.  | **Si NON :** Veuillez fournir des preuves que des mesures sont prises pour inclure toutes les parties prenantes de l'éducation dans un mécanisme de coordination multipartite – le cas échéant. |
| 1. **c. Si la réponse à la Q12.a est OUI, le mécanisme de coordination sectoriel a-t-il été évalué ou révisé au cours des 3 dernières années ?**

Cette question permet d’évaluer si l'organe de coordination entreprend des examens périodiques pour évaluer et traiter ses principales difficultés en termes d'efficacité et pour améliorer et adapter les pratiques de coordination en conséquence. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir une copie de l'évaluation ou de l’**examen** (évaluation externe ou auto-évaluation du fonctionnement du groupe local des partenaires de l’éducation) ou de tout document connexe produit, ou de toute preuve des décisions et mesures d'amélioration qui en résultent. | **Si NON :** Veuillez fournir des preuves que des mesures sont prises pour améliorer continuellement les mécanismes de coordination – si disponible. |
| **MOBILISATION ET ALLOCATION COORDONNÉES DES FINANCEMENTS** |
| 1. **a. Le bailleur de fonds utilise-t-il actuellement une modalité de financement alignée, comme l'aide budgétaire ?**

Cette question permet de déterminer la présence d'une modalité de financement susceptible de servir à la mise en œuvre de l'aide extérieure au moyen des systèmes nationaux. On entend par modalité alignée, l'aide extérieure sous forme de crédits, versée sur le compte du trésor national et sur le système comptable utilisé pour les dépenses financées par les recettes fiscales. *[Il est fortement recommandé d'impliquer le personnel compétent du ministère des Finances pour répondre à cette question].* | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Cette modalité alignée est-elle utilisée pour les financements externes qui ciblent le secteur de l'éducation ? Veuillez fournir les documents justificatifs. | **N/A**  |
| 1. **b. Un mécanisme de financement commun (utilisé par plus de deux bailleurs de fonds) est-il disponible dans le secteur de l'éducation ?**

Cette question permet de déterminer la présence d’un mécanisme de financement commun pouvant octroyer un financement à l'échelle et accueillir plusieurs ressources fongibles de partenaires de développement. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| **Si OUI :** Veuillez fournir les documents pertinents du programme indiquant les bailleurs de fonds actifs du fonds commun et/ou les procédures visant à faciliter la participation de nouveaux bailleurs de fonds (**accord de financement conjoint**/mémorandum d'accord/manuel d'exploitation du fonds commun). | **N/A** |
| 1. **c. Si la réponse à la Q13.a est NON, le développement d’une modalité de financement alignée et/ou mise en commun à moyen ou long terme est-il prévu ?**

Cette question permet de déterminer le niveau d'intérêt porté à l'amélioration de la coordination du financement et/ou des fonds par le biais des systèmes nationaux de gestion des finances publiques. Si vous répondez OUI, veuillez fournir de plus amples informations sur votre réponse, notamment une brève description des progrès réalisés à ce jour, le cas échéant. Si vous répondez NON, veuillez expliquer brièvement les raisons pour lesquelles cette modalité n’est pas prévue. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |

|  |
| --- |
| **VOLUME, ÉQUITÉ ET EFFICACITÉ DES DÉPENSES PUBLIQUES NATIONALES D'ÉDUCATION** |
| 1. **a. Le gouvernement s'engage-t-il à augmenter progressivement les dépenses d'éducation pour atteindre 20 % du budget national ou à maintenir des niveaux de dépenses supérieurs à 20 % pendant la durée du Pacte de partenariat ?**

Cette question vise à évaluer l’engagement du gouvernement à allouer les ressources adéquates à l'éducation, conformément aux obligations et aux références internationales, afin de mobiliser le maximum de ressources disponibles en augmentant progressivement la part des ressources nationales consacrées à l'éducation pour atteindre 20 % du budget total. | * **OUI**
* **NON**
 |
| [Justifiez brièvement votre réponse - 200 mots maximum]. |
| 1. **b. Si la réponse à la Q14.a est NON, le gouvernement s'engage-t-il à allouer annuellement au moins 4 % de la valeur de son produit intérieur brut (PIB) à l'éducation ?**

Cette question vise à examiner la proportion des ressources totales d'un pays consacrée à l'éducation, c'est-à-dire le montant qu'un gouvernement consacre à l'éducation par rapport à la richesse ou à la capacité du pays dans son ensemble. Cette question renvoie aux références internationales. | * **OUI**
* **NON**
 |
| **Pour les points 14.a et 14.b,** veuillez compléter la **matrice de financement des dépenses publiques** fournie pour montrer l’évolution de l’historique des dépenses sectorielles et des projections budgétaires sectorielles. En outre, veuillez inclure une copie des **documents budgétaires** officiels du gouvernement (les trois plus récents) qui indiquent le budget, les recettes et le financement du gouvernement pour les années passées et à venir, ainsi que le budget alloué et exécuté pour le secteur de l'éducation. Il peut s'agir de documents généralement connus sous le nom de lois de finances ou de projets de loi de finances, de récapitulatifs budgétaires, de discours et d'annexes budgétaires, de livres budgétaires, de déclarations budgétaires, de budgets citoyens, de résultats fiscaux, de rapports annuels ou trimestriels sur les dépenses, de rapports d'exécution ou de performance budgétaire. Si des estimations sont faites pour les dépenses sectorielles prévues, veuillez également inclure les documents sources s'ils ne sont pas liés aux documents budgétaires nationaux (par exemple, le plan sectoriel de l'éducation ou le modèle de simulation financière reflétant l'engagement de financement national du gouvernement pour la durée du pacte du pays). D'autres documents contenant des données/analyses sur la distribution équitable et l'efficacité du financement national peuvent être fournis (par exemple, des examens des dépenses publiques). |

## LISTE DE CONTRÔLE DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS

* Utilisez la liste ci-dessous pour vérifier les documents à inclure dans le dossier.
* Renommez les documents joints en utilisant la convention d’appellation appropriée.
* Joignez des documents supplémentaires si nécessaire. Une liste de suggestions est fournie ci-dessous pour vous aider.
* Si certaines pièces justificatives sont manquantes, veuillez utiliser les encadrés ci-dessous pour formuler des explications.

|  |
| --- |
| **DONNÉES ET ÉLÉMENTS FACTUELS** |
| [ ]  1 NOM DU PAYS Rapport statistique ANNÉE[ ]  2 NOM DU PAYS Données sur l’apprentissage ANNÉE[ ]  3 NOM DU PAYS Recensement scolaire ANNÉE (le dernier disponible)[ ]  3 NOM DU PAYS Recensement scolaire ANNÉE (l’avant-dernier disponible)[ ]  4a NOM DU PAYS Situation de handicap des élèves ANNÉE[ ]  4b NOM DU PAYS Plan sur les données relatives au handicap ANNÉE[ ]  5 NOM DU PAYS Analyse sectorielle de l'éducation ANNÉE[ ]  5 NOM DU PAYS Rapport à mi-parcours du plan sectoriel de l'éducation ANNEE[ ]  5 NOM DU PAYS Diagnostic du système ANNÉE[ ]  6 NOM DU PAYS Analyse de la problématique de genre ANNÉE |
| **PLANIFICATION, POLITIQUE ET SUIVI SECTORIELS INTÉGRANT LA NOTION DE GENRE**  |
| [ ]  7 NOM DU PAYS Cadre politique légal sur les droits à l'éducation ANNEE[ ]  7 NOM DU PAYS Évaluation des droits à l'éducation ANNEE[ ]  8a NOM DU PAYS Plan sectoriel de l'éducation ANNÉE[ ]  8b NOM DU PAYS Stratégie de la question de genre ANNÉE[ ]  8c NOM DU PAYS Stratégie de préparation ANNÉE[ ]  9 NOM DU PAYS Plan opérationnel ANNÉE[ ]  10 NOM DU PAYS Modèle de simulation financière et projections ANNÉE[ ]  10 NOM DU PAYS Cadre des dépenses à moyen terme ANNEE[ ]  11 NOM DU PAYS Documents de la revue sectorielle conjointe ANNÉE[ ]  11 NOM DU PAYS Rapport de mise en œuvre du plan sectoriel de l'éducation ANNEE |
| **COORDINATION SECTORIELLE** |
| [ ]  12a NOM DU PAYS Termes de référence du groupe local des partenaires de l’éducation ANNEE[ ]  12b NOM DU PAYS Procès-verbal du groupe local des partenaires de l’éducation indiquant les participants ANNÉE[ ]  12c NOM DU PAYS Évaluation ou révision du groupe local des partenaires de l’éducation ANNÉE[ ]  13a NOM DU PAYS Données du GPE sur l’alignement ANNÉE [ ]  13b NOM DU PAYS Accord de financement conjoint ANNÉE[ ]  13c NOM DU PAYS Mesures sur le financement coordonné ANNÉE |
| **VOLUME, ÉQUITÉ ET EFFICACITÉ DES DÉPENSES PUBLIQUES NATIONALES D'ÉDUCATION** |
| [ ]  14a NOM DU PAYS Matrice du financement des dépenses publiques[ ]  14b NOM DU PAYS Documents budgétaires ANNÉE[ ]  14b NOM DU PAYS Examens des dépenses ANNÉE |
| **AUTRES DOCUMENTS UTILES** |
| La référence à d’autres documents peut également faciliter l'analyse des facteurs favorables. L'équipe est invitée à s'appuyer sur des éléments factuels et des conclusions supplémentaires relatifs aux facteurs favorables et à les partager, notamment des évaluations externes pertinentes telles que :* L’évaluation indépendante du plan sectoriel de l'éducation
* Les rapports d'achèvement/d’évaluations de « projets » récents au niveau du système
* Toute recherche sectorielle ou empirique jugée pertinente
 |
| **PIÈCES JUSTIFICATIVES NON DISPONIBLES**  |
| Veuillez énumérer les numéros de questions dont les preuves à l'appui ne sont pas disponibles, le cas échéant, et formuler une explication si nécessaire. |

# **ANALYSE CONTEXTUALISÉE DES FACTEURS FAVORABLES**

## NOTE AU LECTEUR

Il s'agit de la dernière étape de l'analyse des facteurs favorables à la transformation du système. Une fois l'achèvement de l'examen initial et de la discussion sur les (jusqu'à trois) résultats stratégiques privilégiés par le groupe local des partenaires de l’éducation, l'équipe de travail est invitée à réfléchir aux points de blocage dans chaque domaine de facteurs favorables entravant la réalisation des résultats stratégiques sélectionnés.

Le modèle ci-dessous permet de résumer les résultats de ces réflexions. Contrairement à l'examen initial, ce modèle doit être complété avec des données analytiques plutôt qu’avec de simples faits.

L'analyse peut être brève et concise (par exemple, sous forme de points) ; elle ne doit pas nécessairement être détaillée mais doit clairement exprimer les insuffisances et les points de blocage entravant la réalisation des résultats stratégiques sélectionnés.

## 1. RÉSULTATS STRATÉGIQUES

* Incluez un bref énoncé sur les résultats stratégiques (3 maximum) ayant un potentiel de transformation du système, tel que définis lors de la première réunion du groupe local des partenaires de l’éducation.
* **Dans la colonne de gauche,** sélectionnez la priorité stratégique pertinente du GPE - notez qu'une priorité sur la question de l'égalité des genres doit être automatiquement sélectionnée.
* **Dans la colonne de droite,** incluez un bref énoncé sur les résultats stratégiques spécifiques convenus pour la contextualisation de l'analyse des facteurs favorables[[1]](#footnote-2). Pour des instructions plus détaillées, veuillez consulter le Guide d'analyse des facteurs favorables (disponible [ici](https://www.globalpartnership.org/content/guidance-analyzing-requirement-areas-system-transformation-grants.)).
* Veuillez fournir également un résumé ou un compte-rendu de la réunion au cours de laquelle les résultats stratégiques ont été choisis. Ce document doit être partagé en tant que pièce justificative.

**Résultats stratégiques convenus par le groupe local des partenaires de l’éducation**

Trois résultats stratégiques pouvant potentiellement transformer le système :

|  |  |
| --- | --- |
| **RÉSULTAT 1 : ÉGALITÉ DES GENRES** |  |
| **RÉSULTAT 2 :****INDIQUER LE DOMAINE DU GPE** |  |
| **RÉSULTAT 3 :****INDIQUER LE DOMAINE DU GPE** |  |

## 2. RÉCAPITULATIF DE L'ANALYSE DES FACTEURS FAVORABLES

* Complétez les quatre encadrés ci-dessous **(environ 600 mots par facteur favorable).**
* Facultatif - Si une analyse/discussion approfondie sur un domaine spécifique est jugée nécessaire, veuillez l’inclure en annexe et la mentionner dans les encadrés du récapitulatif.

|  |
| --- |
| **DONNÉES ET ÉLÉMENTS FACTUELS** |
| Résumez les discussions autour de ce facteur favorable, y compris les éléments suivants :* La manière dont les principaux problèmes identifiés entravent la réalisation des résultats stratégiques : décortiquer ces problèmes en examinant les composantes du facteur favorable (systèmes d'information pour la gestion de l'éducation, systèmes d'évaluation des acquis scolaires, données probantes) et en accordant une attention particulière aux capacités organisationnelles, le cas échéant.
* Les principaux investissements et opportunités actuels et à venir pour résoudre les problèmes.
* Les principales insuffisances en termes de soutien programmatique pour résoudre les problèmes.
 |
| [Résumé - environ 600 mots] |

|  |
| --- |
| **PLANIFICATION, POLITIQUE ET SUIVI SECTORIELS INTÉGRANT LA NOTION DE GENRE** |
| Résumez les discussions autour de ce facteur favorable, y compris les éléments suivants :* La manière dont les principaux problèmes identifiés entravent la réalisation des résultats stratégiques : décortiquer ces problèmes en examinant les composantes du facteur favorable (planification stratégique, planification opérationnelle, programmation et suivi budgétaires, suivi sectoriel) et en accordant une attention particulière aux capacités organisationnelles, le cas échéant.
* Les principaux investissements et opportunités actuels et à venir pour résoudre les problèmes.
* Les principales insuffisances en termes de soutien programmatique pour résoudre les problèmes.
 |
| [Résumé - environ 600 mots] |

|  |
| --- |
| **COORDINATION SECTORIELLE**  |
| **DIALOGUE SECTORIEL INCLUSIF ET ACTION COORDONNÉE** |
| Résumez les discussions autour de ce facteur favorable, y compris les éléments suivants :* La manière dont les principaux problèmes identifiés entravent la réalisation des résultats stratégiques : décortiquer ces problèmes en examinant les composantes du facteur favorable (dialogue autour de la formulation des politiques et de la planification sectorielle ; financement et mobilisation des ressources ; harmonisation et alignement ; suivi et responsabilité mutuelle) et en accordant une attention particulière aux capacités organisationnelles, le cas échéant.
* Les éléments à prendre en compte sur les organisations de la société civile et les organisations d’enseignants au niveau national sont à inclure.
* Les principaux investissements et opportunités actuels et à venir pour résoudre les problèmes.
* Les principales insuffisances en termes de soutien programmatique pour résoudre les problèmes.
 |
| [Résumé - environ 600 mots] |
| **MOBILISATION ET ALLOCATION COORDONNÉES DES FINANCEMENTS** |
| Résumez les discussions autour de ce facteur favorable, y compris les éléments suivants :* La manière dont les principaux problèmes identifiés entravent la réalisation des résultats stratégiques : décortiquer ces problèmes en examinant les difficultés dans la coordination du financement externe et de l'alignement sur le budget et les systèmes nationaux.
* Toutes les mesures qui ont été prises pour y remédier.
* Les informations sur les dimensions/critères d'alignement pour la modalité alignée disponible (le Secrétariat du GPE apportera son soutien) sont à inclure.
 |
| [Résumé - environ 600 mots] |

|  |
| --- |
| **VOLUME, ÉQUITÉ ET EFFICACITÉ DES DÉPENSES PUBLIQUES NATIONALES D'ÉDUCATION** |
| Résumez les discussions autour de ce facteur favorable, y compris les éléments suivants :* La manière dont les principaux problèmes identifiés entravent la réalisation des résultats stratégiques : décortiquer ces problèmes en examinant les composantes du facteur favorable (volume, équité, efficacité) et en accordant une attention particulière aux capacités organisationnelles, le cas échéant.
* Les principaux investissements et opportunités actuels et à venir pour résoudre les problèmes.
* Les principales insuffisances en termes de soutien programmatique pour résoudre les problèmes.
 |
| [Résumé - environ 600 mots] |

## 3. CLASSIFICATION DES PRIORITÉS

Indiquez le niveau de priorité (élevé, moyen, faible) de chaque facteur favorable dans la deuxième colonne. Le niveau de priorité s'entend comme suit :

* **HAUTE PRIORITÉ :** La réalisation de progrès dans les résultats stratégiques identifiés est jugée impossible ou très improbable à moins que des réformes majeures ne soient entreprises pour débloquer les facteurs favorables. Le(s) ministère(s) de l'Éducation et/ou les partenaires de développement ne travaillent pas activement dans ce domaine, ou leur engagement est insuffisant pour apporter des améliorations significatives.
* **PRIORITÉ MOYENNE :** La réalisation de progrès dans un ou plusieurs des résultats stratégiques sera considérablement retardée si les problèmes dans le domaine des facteurs favorables ne sont pas résolus (ce qui s'étendrait au-delà de la durée du Pacte).
* **PRIORITÉ FAIBLE :** Des investissements mineurs dans le facteur favorable permettraient d'accélérer les progrès dans un ou plusieurs des résultats stratégiques principaux.

Expliquez dans la colonne de droite votre choix **(150 mots environ par facteur)**. Si la réponse est « haute priorité », veuillez justifier en quoi les investissements en cours ne sont pas suffisants.

|  |
| --- |
| **DONNÉES ET ÉLÉMENTS FACTUELS** |
| **SÉLECTIONNEZ LE NIVEAU DE PRIORITÉ** | **Haut/moyen/faible** |
| [Expliquez en 150 mots environ] |
| **PLANIFICATION, POLITIQUE ET SUIVI SECTORIELS INTÉGRANT LA NOTION DE GENRE** |
| **SÉLECTIONNEZ LE NIVEAU DE PRIORITÉ** | **Haut/moyen/faible** |
| [Expliquez en 150 mots environ] |
| **COORDINATION SECTORIELLE** |
| **DIALOGUE SECTORIEL INCLUSIF ET ACTION COORDONNÉE** |
| **SÉLECTIONNEZ LE NIVEAU DE PRIORITÉ** | **Haut/moyen/faible** |
| [Expliquez en 150 mots environ] |
| **MOBILISATION ET ALLOCATION COORDONNÉES DES FINANCEMENTS** |
| **SÉLECTIONNEZ LE NIVEAU DE PRIORITÉ** | **Haut/moyen/faible** |
| [Expliquez en 150 mots environ] |
| **VOLUME, ÉQUITÉ ET EFFICACITÉ DES DÉPENSES PUBLIQUES NATIONALES D'ÉDUCATION** |
| **SÉLECTIONNEZ LE NIVEAU DE PRIORITÉ** | **Haut/moyen/faible** |
| [Expliquez en 150 mots environ] |

1. L'un des résultats stratégiques sélectionnés pour l'analyse des facteurs favorables sera choisi comme domaine de réforme prioritaire lors de l’élaboration du Pacte de partenariat. [↑](#footnote-ref-2)